

# CENTRAFRIQUE



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français et sango  
Superficie : 622 980 km<sup>2</sup>  
Population : 4,8 millions d'habitants

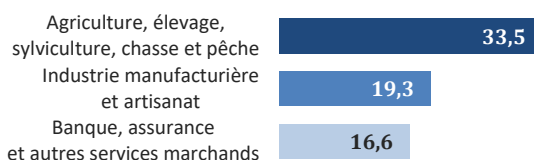
Densité : 7,8 habitants/km<sup>2</sup>  
Taux de croissance démographique : 1,8 %  
Part de la population urbaine : 42,2 %

## Économie

Notation de la dette souveraine : nd  
Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 188<sup>e</sup>/189  
Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 2,6  
Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 129,7 (97,9 pour la CEMAC)  
Classification Banque mondiale : pays à faible revenu  
Risque de surendettement : élevé  
PIB par habitant (2020) : 467,9 dollars  
Taux de croissance (2020) : 1 %  
Inflation (2020) : 2,2 %  
PIB (2020) : 1 344,6 milliards de francs CFA

### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



## Développement humain et infrastructures



**52,8 ans**  
Espérance de vie



**66,3 %**  
Population sous le seuil de pauvreté



**37,2 %**  
Accès à l'eau potable



**11,0 %**  
Mortalité infantile



**56,2**  
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**14,3 %**  
Accès à l'électricité



**40,2 %**  
Malnutrition infantile



**37,4 %**  
Alphabétisation des adultes



**33,6**  
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**118/191**  
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**13,7 %**  
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**64,5 %**  
Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2021 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

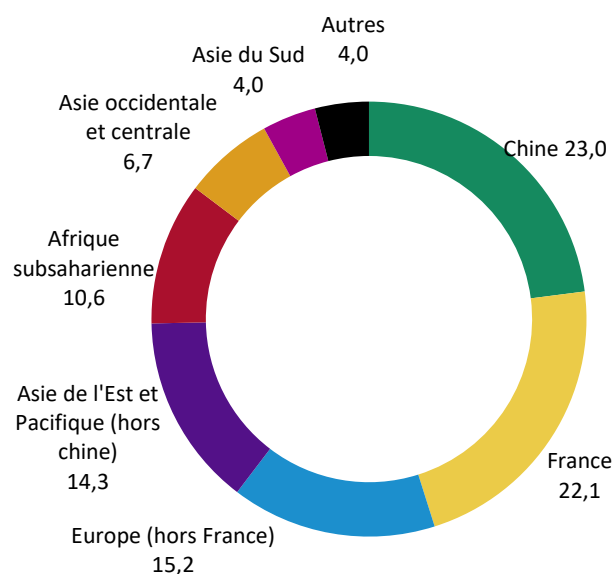
- **La crise de la Covid-19 a freiné le redressement du pays et les conséquences économiques et sociales de la pandémie sont importantes.** L'activité économique a progressé en 2020 de seulement 1 % et le PIB par habitant a diminué de 0,8 %. La relative amélioration des conditions de sécurité, et donc de circulation, a permis de limiter les tensions inflationnistes, la progression des prix s'établissant à 2,2 % en moyenne annuelle en 2020. Cependant, la croissance reculerait en 2021, à -0,1 %, tandis que le taux d'inflation atteindrait 3,8 %. La malnutrition progresse fortement, avec 2,36 millions de personnes en situation de malnutrition sévère sur la période de mai à août 2020 selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization – FAO*), contre 1,6 million dans les prévisions initiales. En outre, si la Centrafrique a jusqu'ici été relativement épargnée par la Covid-19 d'un point de vue épidémiologique (environ 11 371 cas et 100 décès à fin septembre 2021 selon l'Organisation mondiale de la santé – OMS), le pays apparaît très vulnérable en cas d'aggravation de l'épidémie au vu des capacités limitées des infrastructures de santé.
- **L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), signé le 6 février 2019 par le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés, sous l'égide de l'Union africaine, a permis une relative stabilisation de la situation politique et sécuritaire du pays, favorable à la reprise de l'activité économique.** Cependant, l'apparition d'incidents sporadiques souligne la précarité de la situation. À cet égard, l'élection présidentielle du 27 décembre 2020, avec la victoire pour un second mandat du président Faustin-Archange Touadéra, s'est déroulée dans un contexte de fortes tensions, avec des groupes armés menaçant d'entrer dans la capitale. La passation de charge entre Firmin Ngrebada et Henri-Marie Dondra, le nouveau chef du gouvernement africain, a eu lieu le 15 juin 2021.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

La Centrafrique est un des pays les plus pauvres du monde, classé avant-dernier de l'indice de développement humain 2019 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Si le pays dispose d'importantes ressources minières et agricoles, les troubles politiques et sécuritaires continuent de freiner la croissance économique. Les difficultés d'approvisionnement liées à ces troubles sont accrues les tensions inflationnistes, et l'inflation a ainsi dépassé en 2016 et 2017 le plafond de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) fixé à 3 %. La stabilisation récente, mais encore précaire, des conditions de sécurité ayant permis d'améliorer l'approvisionnement, ces tensions se sont résorbées et depuis 2018, l'inflation est restée maîtrisée, repassant sous la barre des 3 %.

### Destinations des exportations de la Centrafrique (2015-2019)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

## Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Centrafrique

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Bois</b>					
Production de grumes et sciages (en milliers de m <sup>3</sup> )	433,8	561,0	631,6	614,8	652,7
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m <sup>3</sup> )	220,5	317,2	370,5	318,7	329,4
Prix à l'exportation des grumes (milliers de francs CFA par m <sup>3</sup> )	174,7	165,7	160,9	171,9	172,3
<b>Diamants bruts</b>					
Exportations (en milliers de carats)	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4
Prix à l'exportation (en milliers de francs CFA par carat)	106,0	88,0	62,3	138,0	79,8
<b>Café</b>					
Exportations (en milliers de tonnes)	4,8	1,0	2,5	2,0	1,0
Prix à l'exportation (en francs CFA par kg)	660,0	714,2	725,2	693,5	666,0
<b>Coton fibre</b>					
Exportation (en milliers de tonnes)	0,2	0,7	1,2	0,4	1,0
Prix à l'exportation (en francs CFA par kg)	700,0	772,8	807,3	726,1	658,0
<b>Manioc</b> (en milliers de tonnes)	<b>553,5</b>	<b>563,2</b>	<b>577,2</b>	<b>609,0</b>	<b>642,5</b>
<b>Maïs</b> (en milliers de tonnes)	<b>144,1</b>	<b>147,7</b>	<b>151,4</b>	<b>159,7</b>	<b>168,5</b>
<b>Arachide</b> (en milliers de tonnes)	<b>140,9</b>	<b>143,0</b>	<b>146,6</b>	<b>154,6</b>	<b>163,1</b>
<b>Bétail</b> (cheptel en milliers de tête)	<b>26 600,0</b>	<b>29 111,0</b>	<b>31 961,0</b>	<b>39 556,3</b>	<b>40 526,6</b>

Sources : BEAC et administrations nationales.

### L'économie centrafricaine repose essentiellement sur l'agriculture, l'élevage et le bois, qui représentent plus d'un tiers du PIB en moyenne sur la période 2015-2019.

Le secteur primaire est surtout porté par les cultures vivrières (manioc, maïs et arachide), l'élevage (7,7 % du PIB sur 2015-2019 et un secteur riche en emplois), les cultures industrielles (café, coton et tabac), mais surtout par une production de bois en forte croissance depuis 2015. Les exportations de bois comptent ainsi pour 64,2 % des exportations totales du pays sur la période 2015-2019. Le pays dispose enfin d'abondantes ressources aurifères et diamantifères, mais leur localisation, pour la plupart dans des régions peu sécurisées, a favorisé le commerce illicite et pesé sur les exportations de la filière. Le commerce de diamants bruts est soumis au « processus de Kimberley » visant à certifier qu'il ne finance pas de conflits armés. Sous embargo depuis 2013, en partie levé en 2015, les exportations de diamants n'ont ainsi représenté que 3,5% des exportations de la Centrafrique sur la période 2015-2019.

**Tandis que le secteur industriel demeure relativement peu développé, le secteur tertiaire représente une part importante du PIB et progresse de manière continue.** Le secteur industriel contribue à 19,8 % du PIB

en moyenne sur 2015-2019. Le secteur de l'énergie a grandement pâti de la crise politique et sécuritaire, de nombreuses installations ayant subi d'importants dégâts, à l'instar du barrage de Boali qui fournit de l'électricité à Bangui. L'amélioration de la situation sécuritaire a cependant induit une reprise des secteurs de l'énergie et de la construction. L'accord signé en septembre 2018 avec la société chinoise CGGC (China Gezhouba Group Co.) pour la construction du barrage hydraulique de Boali 2, d'une puissance de 20 mégawatts (MW), a ainsi permis de lancer les travaux dès mars 2019 et de les achever en août 2021. S'agissant du secteur tertiaire, qui représente 44,1 % du PIB en moyenne sur 2015-2019, il est surtout porté par le sous-secteur du commerce, restauration et hôtellerie et celui des banques et assurances qui contribuent respectivement à 14,7 % et 16,5 % du PIB en moyenne sur la même période. La croissance du secteur des transports et télécommunications (2,5 % du PIB en moyenne sur 2015-2019) a été freinée ces dernières années par l'insécurité du pays.

Le lancement officiel en octobre 2019 du projet d'intégration de la fibre optique *Central African Backbone* (CAB), suspendu depuis 2013 et visant à relier la Centrafrique aux autres pays de la sous-région, s'inscrit dans le contexte de reprise économique en lien avec la relative normalisation de la situation politique.

**La balance courante de la Centrafrique est déficitaire, le pays dépendant d'importations agricoles et énergétiques.** La faible diversification de la production ne permet pas d'assurer l'autonomie agricole du pays, qui importe l'essentiel de ses produits de première nécessité depuis le Cameroun, par l'axe routier reliant Douala, la capitale économique du Cameroun, à Bangui. La Centrafrique dépend aussi beaucoup de ses importations pétrolières, qui représentent 22,2 % des importations totales sur la période 2015-2019, rendant le pays très vulnérable aux variations des prix du pétrole. En dépit de la situation détériorée des comptes courant et financier, le solde global de la balance des paiements, bien qu'en territoire négatif, est limité grâce à la bonne tenue du compte de capital, enrichi par les dons et transferts internationaux (subvention de projets).

**Les finances publiques centrafricaines sont fragiles en raison de la situation sécuritaire du pays.** L'État ne contrôle en effet qu'un tiers du territoire et la mobilisation des ressources intérieures est ainsi très limitée (8,9 % du PIB en 2019). L'essentiel du financement de l'État provient des dons extérieurs et des financements des bailleurs étrangers. La dette publique de la Centrafrique est composée aux trois quarts de dette externe, détenue pour moitié par des institutions internationales, surtout le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**La croissance économique en Centrafrique a diminué en 2020, pour s'établir à 1,0 %, contre 2,8 % en 2019, et le pays entrerait en récession à -0,1 % en 2021 dans le contexte de la crise de la Covid-19.** La Centrafrique a toutefois poursuivi en 2020 le redressement de son activité économique, après la crise sécuritaire de 2013. L'accord pour la paix et la réconciliation en République Centrafricaine<sup>1</sup> signé le 6 février 2019, a permis en effet d'apporter un relatif apaisement politique, favorable à la croissance.

**Les activités agricoles ont été plutôt orientées à la hausse en 2020, à l'exception notable du café.** Les productions vivrières (manioc, maïs et arachide) se sont accrues de 5,5 % en 2020, un rythme identique à celui de

## Activité économique et inflation en Centrafrique

(en %)

	2018	2019	2020	2021
Variation annuelle du PIB	3,8	2,8	1,0	-0,1
Inflation (en moyenne annuelle)	1,7	2,8	2,2	3,8

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BEAC

2019, tandis que le cheptel a grossi de 2,5 %, contre 23,8 % l'année précédente.

Les exportations de café ont reculé de 49,3 %, alors que celles de coton ont crû de 131,3 % en 2020. La production de bois a augmenté légèrement en 2020 (+ 6,2 %), après avoir connu une croissance marquée depuis 2015. Quant aux exportations de diamants, elles ont progressé en 2020, s'établissant à 50,4 milliers de carats, après 25,3 milliers en 2019.

**S'agissant du secteur secondaire, la construction a confirmé sa croissance, reflétant la dynamique enclenchée de reconstruction du pays.** Le secteur connaît en effet une progression continue depuis 2016 et sa part dans le PIB s'établit à 2,2 % en 2020, après respectivement 1,7 % et 1,8 % en 2018 et 2019. La relance du secteur industriel dépend cependant de la capacité de l'État à apurer ses arriérés envers les entreprises.

**Le taux d'inflation est resté sous le plafond de convergence de la CEMAC fixé à 3 %, s'établissant à 2,2 % en 2020, mais il devrait le dépasser en 2021.** La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) prévoit en effet un taux d'inflation de 3,8 %. Les difficultés d'approvisionnement liées aux conditions sécuritaires en Centrafrique, et surtout le blocage de la principale route commerciale entre Bangui et le Cameroun, entre mars 2019 et février 2021, avaient conduit à nourrir les pressions inflationnistes en 2019. En 2020, l'inflation est orientée à la baisse dans le contexte de la crise de la Covid-19 et atteint 2,2 % en raison d'une baisse de la demande.

**Sur le plan extérieur, le déficit des transactions courantes s'est accru en 2020, s'établissant à 8,5 % du PIB, après respectivement 11,6 et 6,8 % en 2018 et 2019 du fait d'une hausse du déficit de la balance des services.** Le solde global de la balance des paiements s'est en revanche amélioré en 2020, atteignant + 0,7 % du PIB,

<sup>1</sup> [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/appr\\_-\\_fr\\_0.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/appr_-_fr_0.pdf)

contre – 1,1 % en 2019, à la suite surtout de la progression du compte de capital (projets subventionnés) et de la forte hausse des investissements.

**Le solde budgétaire global (base engagements, dons compris) a affiché un déficit de 2,0 % du PIB, en 2020, après un excédent de 1,4 % en 2019.** Ce déficit s'explique en particulier par la hausse des dépenses courantes et en capital. L'augmentation des dépenses publiques est due à la construction de forages et d'établissements de santé, à la réhabilitation des routes et aux transferts monétaires à destination des ménages et des petites entreprises. La mobilisation des recettes intérieures demeure cependant faible, à 9,3 % du PIB en 2020. Les dons extérieurs, qui incluent les annulations de dettes au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), ont progressé de 2,4 % en 2020 et continuent d'assurer une part importante du financement de l'État, représentant 51,3 % des recettes totales. En 2021, les finances publiques sont lourdement pénalisées par les conséquences de la pandémie, le solde budgétaire global devrait donc s'établir à – 2,0 % du PIB. Enfin, comme tous les membres du FMI, la Centrafrique a bénéficié d'une nouvelle allocation qui s'élève à 106,8 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). La monétisation de cette allocation contre francs CFA devrait se répartir entre les années 2021, 2022 et 2023.

**La dette publique a continué de baisser en 2020, à 38,1 % du PIB, contre 41,7 % en 2019, une grande part des dépenses publiques ayant été couverte par le financement de projets des bailleurs de fonds.** La dette intérieure est surtout constituée d'arriérés (salaires publics, dettes commerciales et bancaires) qui font l'objet d'un apurement progressif. La dette extérieure, qui représente 36,1 % du PIB en 2019 d'après la dernière analyse de viabilité de la dette (AVD) du FMI (décembre 2020), reste élevée au regard de la faiblesse des exportations du pays et de la faible mobilisation des ressources intérieures. Le pays demeure ainsi exposé à un risque global élevé de surendettement, qui apparaît d'autant plus fort dans le contexte de la crise de la Covid-19 au vu de la reprise incertaine de l'activité économique.

**Après l'arrivée à échéance en juillet 2019 de la facilité élargie de crédit (FEC) mise en place en 2016, une nouvelle FEC a été approuvée par le FMI le 20 décembre 2019 pour 83,55 millions de DTS sur une période de trois ans.** Cependant, le pays ne réussissant pas à atteindre de nombreux objectifs fixés par le FMI, le programme a été suspendu début 2021 et un programme de référence (SMP, *staff monitored program*) de sept mois a été approuvé le 17 décembre 2021. Ce programme vise à : i) consolider la croissance et maintenir la stabilité macroéconomique ; ii) renforcer la capacité administrative, la gouvernance et le climat des affaires ; et iii) répondre aux besoins prolongés de la Centrafrique en matière de balance des paiements. La mobilisation des ressources intérieures constitue un objectif essentiel de ce programme (rationalisation des exemptions fiscales, numérisation de l'administration fiscale, renforcement des procédures douanières, etc.) afin de limiter le risque de non-soutenabilité de la dette<sup>2</sup>. La bonne mise en œuvre de ce SMP conditionne la reprise de la FEC de 2019.

**Dans le contexte de la crise de la Covid-19, un programme de facilité rapide de crédit (FRC) a en outre été mis en place en avril 2020 pour un montant de 27,85 millions de DTS.** La Centrafrique a aussi bénéficié d'un allègement du service de la dette par le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (Fonds fiduciaire ARC) du FMI à hauteur de 2,96 millions de DTS pour la première tranche (avril 2020) et 2,92 millions de DTS pour la seconde tranche (octobre 2020). Elle a enfin bénéficié d'un report d'intérêts de 14,1 millions de dollars, soit 0,6 % du PIB, au titre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) entre janvier et décembre 2021.

**Le secteur bancaire a fait face à une hausse d'activité en 2020, malgré la pandémie.** Le total agrégé du bilan du système bancaire s'est accru de 9,3 % en 2020, pour atteindre 324 milliards XAF. Les dépôts collectés ont en effet progressé en 2020, s'établissant à 216 milliards, soit une hausse de 12,3 % due surtout aux dépôts privés qui ont crû de 11,9 % en 2020, tandis que les dépôts publics augmentaient de 16,3 %. Une forte hausse des provisions nettes sur risques a entraîné une diminution du résultat net du secteur bancaire de 72,0 % en 2020. Ainsi, le taux de rentabilité (résultat net/fonds propres)

<sup>2</sup> FMI, 22 décembre 2021, IMF Management Approves a Staff-Monitored Program (SMP) for the Central African Republic.

et le taux de marge nette (résultat net/produit net bancaire) ont atteint respectivement 2,2 % et 5,0 % en 2020, contre 7,1 % et 19,5 % un an plus tôt. Parallèlement, le taux brut de créances en souffrance s'est accru en 2020 pour s'établir à 17,7 % (contre 17,7 % et 15,8 % respectivement en 2018 et 2019), en lien avec la dégradation du produit bancaire.

## ENJEUX ET DÉFIS

**Le principal défi du pays est politique et consiste au rétablissement de la sécurité sur l'ensemble du territoire.** Les autorités centrafricaines ne contrôlent en effet qu'environ un tiers du territoire et leur légitimité est contestée par différents groupes armés. L'accord de paix de février 2019 doit permettre de rétablir un climat de sécurité dans le pays. Cependant, les tensions demeurent importantes, comme en témoignent les incidents sporadiques qui font de nombreuses victimes, malgré le déploiement de la mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) depuis avril 2014. Le mandat de la Minusca a été renouvelé en novembre 2020 et sa force, constituée de 11 650 militaires et 2 080 policiers, est chargée d'appuyer le processus de paix, comme lors des élections générales de fin 2020-début 2021. Par ailleurs, des mercenaires russes du groupe Wagner sont dans le pays. L'amélioration de la situation sécuritaire, depuis l'accord de paix et la réouverture du corridor commercial entre Bangui et le Cameroun en février 2021, a permis au printemps une reprise plus rapide que prévu de l'activité économique, tandis que les tensions inflationnistes se sont atténuées. L'instauration des tests PCR, la mise en place des mesures barrières, l'obligation du port du masque ou les campagnes de vaccination ont provoqué des tensions au sein de la population.

**En lien avec l'amélioration de la sécurité, la gestion des personnes déplacées et des réfugiés, dont le nombre n'a cessé de croître depuis la crise en 2013, constitue un enjeu majeur.** D'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le nombre de réfugiés et de déplacés internes s'élevait respectivement à 626 838 et 641 292 personnes à fin octobre 2020 <sup>3</sup>, pour une population de 4,7 millions d'habitants.

**L'amélioration des indicateurs de développement, qui restent parmi les plus faibles du monde, apparaît essentielle pour une croissance soutenable du pays.** D'après les données du Pnud, la Centrafrique est classée 188<sup>e</sup> sur 189 pays selon l'indice de développement humain (IDH) en 2019. La part de la population employée sous le seuil de pauvreté (1,90 dollar par jour et par habitant) atteint 66,3 % et l'espérance de vie est inférieure à 53 ans en 2020. L'accès aux services de base est faible, 37,2 % de la population seulement ayant accès à l'eau potable, et seulement 14,3 % à l'électricité. Dans son analyse de demande de programme de janvier 2020, le FMI estime que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire à fin juillet 2019 s'élève à 2,9 millions, soit 60 % de la population du pays.

**L'amélioration de la situation économique et sociale en Centrafrique est en outre contrainte par la pandémie.** Si le pays a été relativement épargné du point de vue épidémiologique (11 371 cas et 100 décès à fin septembre 2021 selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé – OMS), les conséquences économiques de la pandémie seront significatives à court et moyen terme.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Les autorités centrafricaines ont adopté en octobre 2016 un Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (2017-2021)<sup>4</sup> dont l'objectif est de favoriser une paix et une reprise économique durables.** Le plan s'articule autour de trois piliers : i) soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation ; ii) renouveler le contrat social entre l'État et la société ; et iii) assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Selon le FMI (janvier 2020), les progrès dans sa mise en œuvre ont été variables, notamment en matière de désarmement et de réintégration des ex-combattants, avec seulement 261 combattants démobilisés dans les régions de l'Ouest pour un objectif annoncé de 5 000 en janvier 2019. Des avancées sont cependant notables, surtout dans le secteur de la santé (pilier 2) et la construction de routes (pilier 3).

<sup>3</sup> <http://data2.unhcr.org/fr/situations/car>

<sup>4</sup> [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/car\\_main\\_report-a4-french-web.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/car_main_report-a4-french-web.pdf)



**L'État tente de rationaliser et de favoriser la croissance d'un certain nombre de filières économiques afin d'étendre la base productive du pays, mais aussi de mettre fin aux activités illégales et d'instaurer un système performant en matière de prélèvements obligatoires.** La restructuration de la filière coton, qui a longtemps représenté une source d'emplois et de revenus essentielle à la population rurale, apparaît à ce titre cruciale. Celle-ci a commencé dès 2017 avec le paiement de nombreux arriérés dus par l'État aux cultivateurs. Ensuite, la loi de juillet 2019 a créé l'Office national du coton (ONC), société publique à vocation commerciale, qui doit permettre d'attirer les investisseurs et développer les industries de transformation du coton. Les autorités centrafricaines soutiennent le développement du secteur minier, comme en témoigne l'organisation à Bangui en février 2020 de Sémica, le Salon international des mines et des carrières. La révision en cours du Code minier illustre la volonté du gouvernement de mieux structurer le secteur afin de favoriser son développement. La structuration de ces différentes filières économiques représente également un moyen pour l'État d'accroître l'assiette fiscale, et ainsi d'accroître la mobilisation des ressources intérieures, indispensable pour faire face aux besoins de financement du pays. La Centrafrique est en effet engagée dans un processus d'amélioration générale du recouvrement de l'impôt et les efforts ont notamment porté sur le renforcement des administrations fiscales et douanières et sur la numérisation des démarches.

**En novembre 2020, bailleurs de fonds et investisseurs se sont réunis pour financer 11 projets intégrateurs retenus comme prioritaires par la Commission de la CEMAC.** Parmi ceux-ci, quatre impliquent la République centrafricaine (RCA) pour un coût total de 2,6 milliards d'euros. Sont entre autres envisagés la construction du port sec de Beloko (corridor Douala-Bangui) entre la RCA et le Cameroun, l'aménagement hydroélectrique du barrage de Chollet et des lignes électriques entre la RCA, le Cameroun, le Gabon et le Congo et le déploiement de la fibre optique dans les différents pays de la CEMAC.

## TABLEAUX

### Centrafrique– Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
<b>Ressources</b>	<b>1 683,3</b>	<b>1 813,2</b>	<b>1 941,0</b>	<b>1 940,3</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>1 203,3</b>	<b>1 233,6</b>	<b>1 316,3</b>	<b>1 344,6</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>479,9</b>	<b>579,6</b>	<b>624,7</b>	<b>595,7</b>
Biens	314,9	380,2	359,0	358,8
Services	165,1	199,3	265,7	236,9
<b>Emplois</b>	<b>1 683,3</b>	<b>1 813,2</b>	<b>1 941,0</b>	<b>1 940,3</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>1 167,5</b>	<b>1 260,7</b>	<b>1 349,7</b>	<b>1 345,2</b>
Publique	169,3	175,2	203,8	226,1
Privée	998,2	1 085,5	1 145,9	1 119,1
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>308,1</b>	<b>319,5</b>	<b>295,4</b>	<b>363,7</b>
Publique	229,0	242,3	217,7	284,8
Privée	62,6	66,3	77,8	78,9
Variations de stocks	16,4	10,9	0,0	0,0
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>207,7</b>	<b>233,0</b>	<b>295,8</b>	<b>231,4</b>
Biens	92,8	104,1	86,9	89,9
Services	114,9	128,9	208,9	141,5
Épargne intérieure brute	35,8	- 27,1	- 33,4	- 0,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 272,2	- 346,6	- 328,9	- 364,3
<b>Revenus des facteurs</b>	<b>20,5</b>	<b>45,1</b>	<b>40,6</b>	<b>49,9</b>
Épargne intérieure nette	56,3	18,1	7,2	49,3
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>25,6</b>	<b>25,9</b>	<b>22,4</b>	<b>27,0</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	4,5	3,8	2,8	1,0
Déflateur du PIB	6,4	- 1,2	3,8	1,1
Prix à la consommation, en moyenne	4,2	1,7	2,8	2,2

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

## Centrafrique – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
<b>Recettes et dons</b>	<b>154,1</b>	<b>210,6</b>	<b>244,8</b>	<b>257,1</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>93,5</b>	<b>112,4</b>	<b>116,1</b>	<b>125,2</b>
<i>dont recettes non fiscales</i>	8,9	10,2	12,0	22,3
<b>Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)</b>	<b>60,6</b>	<b>98,2</b>	<b>128,7</b>	<b>131,9</b>
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>166,8</b>	<b>205,9</b>	<b>225,9</b>	<b>283,6</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>113,0</b>	<b>129,7</b>	<b>150,9</b>	<b>180,3</b>
Salaires	57,0	61,3	65,1	72,3
Intérêts	3,8	5,1	4,7	4,3
<i>Sur la dette intérieure</i>	1,7	2,5	2,7	2,6
<i>Sur la dette extérieure</i>	2,1	2,6	2,0	1,7
Autres dépenses courantes	52,2	63,3	81,1	103,7
<b>Dépenses en capital</b>	<b>53,8</b>	<b>76,2</b>	<b>75,1</b>	<b>103,3</b>
Dépenses budgétaires	8,9	9,8	17,1	31,0
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	44,9	66,4	58,0	72,3
<b>Dépenses de restructuration</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire (hors dons) <sup>a)</sup></b>	<b>- 26,3</b>	<b>- 24,5</b>	<b>- 49,8</b>	<b>- 84,4</b>
<b>Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup></b>	<b>- 12,7</b>	<b>4,7</b>	<b>18,9</b>	<b>- 26,5</b>
<b>Arriérés</b>	<b>- 14,0</b>	<b>- 29,7</b>	<b>- 28,5</b>	<b>- 18,3</b>
Arriérés intérieurs	- 9,0	- 29,7	- 28,5	- 18,3
Arriérés extérieurs	- 5,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde base caisse <sup>c)</sup></b>	<b>- 26,7</b>	<b>- 25,0</b>	<b>- 9,6</b>	<b>- 44,8</b>
<b>Financement</b>	<b>26,7</b>	<b>25,0</b>	<b>9,6</b>	<b>44,8</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>23,1</b>	<b>24,9</b>	<b>5,0</b>	<b>36,8</b>
Bancaire	17,9	17,2	35,0	22,9
Non bancaire	5,2	7,7	- 30,0	14,0
<b>Financement extérieur</b>	<b>3,6</b>	<b>0,1</b>	<b>4,6</b>	<b>8,0</b>
Tirages sur emprunts	13,5	5,8	10,3	11,3
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 1,8	- 5,7	- 5,7	- 5,4
Réaménagement de la dette extérieure	- 8,1	0,0	0,0	2,1
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>En pourcentage du PIB</b>				
Recettes totales (hors dons)	7,8	9,1	8,8	9,3
Dépenses courantes	9,4	10,5	11,5	13,4
Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup>	- 1,1	0,4	1,4	- 2,0
Dette publique	49,2	48,1	41,7	38,1

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

## Centrafrique – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 135,0</b>	<b>- 143,2</b>	<b>- 89,2</b>	<b>- 114,8</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>- 273,2</b>	<b>- 322,8</b>	<b>- 328,9</b>	<b>- 364,3</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>- 191,0</b>	<b>- 235,8</b>	<b>- 272,0</b>	<b>- 268,9</b>
Exportations de biens FOB	81,7	77,8	86,9	89,9
<i>dont : bois</i>	53,5	60,9	55,1	57,1
<i>or</i>	2,0	2,3	6,1	6,8
<i>diamants</i>	5,3	5,0	3,5	4,0
<i>café</i>	0,7	1,8	1,4	0,7
<i>coton</i>	0,5	1,0	0,3	0,6
Importations de biens CAF	- 351,3	- 406,1	- 453,8	- 441,6
Importations de biens FOB	- 272,6	- 313,7	- 359,0	- 358,8
<i>dont : produits pétroliers</i>	- 68,6	- 63,8	- 76,0	- 63,3
<i>programmes d'investissements publics</i>	- 14,8	- 21,5	- 18,2	- 24,2
<i>billets BEAC</i>	- 14,8	- 14,9	- 15,8	- 16,2
<b>Balance des services</b>	<b>- 82,2</b>	<b>- 87,0</b>	<b>- 56,8</b>	<b>- 95,4</b>
<i>dont fret et assurances</i>	- 78,6	- 90,8	- 93,6	- 79,7
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>20,5</b>	<b>45,1</b>	<b>40,6</b>	<b>49,9</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	- 2,5	- 3,1	- 2,4	- 2,2
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>117,7</b>	<b>134,4</b>	<b>199,0</b>	<b>199,5</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>46,9</b>	<b>45,1</b>	<b>103,5</b>	<b>95,5</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	21,2	37,6	80,2	70,1
<b>Autres secteurs</b>	<b>70,8</b>	<b>89,4</b>	<b>95,5</b>	<b>104,1</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	2,3	2,1	2,4	1,3
<b>b - Compte de capital</b>	<b>78,1</b>	<b>50,3</b>	<b>61,5</b>	<b>72,5</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>80,9</b>	<b>89,7</b>	<b>32,0</b>	<b>37,2</b>
Investissements directs	10,0	5,4	- 8,2	- 10,7
Investissements de portefeuille	0,2	- 0,8	- 0,9	- 0,9
Autres investissements	70,7	85,1	41,1	48,9
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>4,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>2,1</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>7,4</b>	<b>- 18,7</b>	<b>- 19,1</b>	<b>14,3</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>31,3</b>	<b>- 21,9</b>	<b>- 14,8</b>	<b>9,2</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 11,2</b>	<b>- 11,6</b>	<b>- 6,8</b>	<b>- 8,5</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>2,6</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 1,1</b>	<b>0,7</b>

Source : BEAC.

### Centrafrique – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	72	88	89	93
Moyen terme	50	57	51	57
Long terme	11	11	15	11
<b>Total</b>	<b>134</b>	<b>156</b>	<b>154</b>	<b>162</b>

Source : BEAC.

### Centrafrique – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>46</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>Capitaux permanents</b>	<b>60</b>	<b>61</b>	<b>57</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>138</b>	<b>142</b>	<b>147</b>	<i>dont fonds propres</i>	42	46	43
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	3	7	6	<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>186</b>	<b>219</b>	<b>236</b>
<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>78</b>	<b>95</b>	<b>115</b>	<b>Opérations diverses</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>9</b>
<b>Autres postes de l'actif</b> (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>22</b>
<b>Total</b>	<b>269</b>	<b>296</b>	<b>324</b>		<b>269</b>	<b>296</b>	<b>324</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale..

### Centrafrique – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>69,6</b>	<b>73,7</b>	<b>74,0</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>5,8</b>	<b>7,1</b>	<b>2,2</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>15,6</b>	<b>19,5</b>	<b>5,0</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>17,7</b>	<b>15,8</b>	<b>17,7</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>1,9</b>	<b>4,9</b>	<b>4,0</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>91,0</b>	<b>72,4</b>	<b>79,0</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Centrafrique – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>26</b>	<b>52</b>	<b>27</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1	0	0
Produits sur opérations avec la clientèle	11	13	13
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	12	36	11
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	2	2	3
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>4</b>	<b>29</b>	<b>3</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	1	0	0
Charges sur opérations avec la clientèle	2	2	2
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Charges sur opérations diverses	1	27	0
Charges sur ressources permanentes	0	0	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>24</b>
4. Produits accessoires nets	0	0	0
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>24</b>
6. Frais généraux	14	14	15
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	2	2	3
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
9. Provisions nettes sur risques	-1	-3	5
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	-3	-5	-0
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>1</b>
12. Résultat exceptionnel net	-1	1	-0
13. Résultat sur exercices antérieurs	-0	-0	1
14. Impôts sur les bénéfices	1	0	0
<b>15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>1</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Centrafrique – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	<b>28,5</b>	<b>30,3</b>	<b>23,9</b>
<b>Rapport de liquidité</b>	<b>198,6</b>	<b>165,8</b>	<b>199,3</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.